



Il s'appelle Atef, c'est un colosse barbu aux yeux rieurs. A 35 ans, il croit en Allah comme au « ciel et à la Terre ». C'était en hiver, à la terrasse d'une boulangerie de Cannes, face à la plage. Il a débarqué à moto, en blouson de cuir noir. Il aurait pu, méfiant, comme d'autres avant lui, proposer un rendez-vous en lieu clos, en présence d'un tiers de confiance. Mais il a opté pour le regard curieux des retraités matinaux venus promener leur chien sous les palmiers. Il s'est assis à l'une des dernières tables en plastique disponibles. Puis il a parlé fort et longtemps pour expliquer que oui, il n'aimait pas « l'islam modéré » parce que c'est un « islam politique, hypocrite », et que oui, son islam à lui, c'est la « salafiyya » (le salafisme), parce que ça l'avait guéri du « takfir », la haine.

Malgré la franchise affichée lors de ce rendez-vous, il a fallu de longs mois pour arriver jusqu'à Atef Oueslati, imam depuis plus de dix ans dans les milieux « salafis », comme ils se désignent. Près d'un an d'approche très difficile dans ces sphères rétives à toute sollicitation médiatique. A force de rencontres informelles avec les fidèles assidus de différentes mosquées franciliennes, hommes et femmes, un contact a toutefois fini par s'établir et plusieurs entretiens ont pu être menés. Atef Oueslati est le seul à avoir accepté de s'exprimer à visage découvert, livrant ainsi un témoignage rarissime sur son engagement et sur la proximité sensible de ce courant controversé de l'islam avec les milieux djihadistes.

Atef Oueslati incarne, en France, une catégorie de fidèles que personne n'a vu vraiment grandir : imam salafiste le vendredi, autoentrepreneur dans la restauration la semaine, père rangé de quatre enfants le week-end. En quinze ans, le nombre de ces adeptes de la « salafiyya » s'est multiplié sur le territoire national. En 2004, ils étaient à peine 5 000, en 2010, ils sont passés à plus de 12 000, jusqu'à atteindre 40 000 en 2017. Ce comptage, élaboré à partir du seul nombre de présents le vendredi dans les 135 lieux de culte officiellement salafistes, reste cependant très approximatif. D'autant qu'un ratio au doigt mouillé de cinq à dix pratiquants est ajouté pour chacune des 2 200 autres mosquées. Les femmes sont en outre exclues du total, l'Etat étant dans l'impossibilité de les compter hors des salles de prières, dont elles sont généralement les grandes absentes, faute de place.

NOVLANGUE ET RÉFÉRENCES CORANIQUES

Or, l'assurance d'Atef Oueslati le confirme : en quinze ans, la nouvelle génération salafiste a pris ses marques. On la dit « radicale », il répond qu'elle est « fidèle » à l'islam « véritable ». A ses yeux, son rigorisme est sa « liberté », son « droit à la différence », le fruit d'une soif de « connaissance ». Son but : un « mode de vie » sain – sans alcool, sans tabac, sans musique –, donc sans « péchés ». C'est d'ailleurs pour s'écarter de la « mécréance » que les salafistes s'estiment obligés de vivre en marge. Certains présentent même leur prosélytisme comme une farouche quête de « vivre-ensemble », une lutte contre l'autoritarisme de l'Etat laïc, pour lequel ils ne votent pas. « Aujourd'hui, on dit "salafiste", mais demain on dira "musulmans" ! », prévient un pratiquant.

Face cette dialectique, les services du ministère de l'intérieur chargés des cultes et du suivi de la mouvance s'estiment souvent démunis. Pour eux, le salafisme est au contraire une pratique aux frontières du sectarisme, « insidieuse », qui, sous couvert de relecture des textes religieux originels, valide implicitement le rejet des juifs et des chrétiens. Idem pour les femmes, écartées de l'espace public en contrepartie de la valorisation de leur rôle de mère au foyer et des mérites du voile intégral. Quand l'Etat se lance dans des mois d'enquête administrative sur un lieu de culte, il finit parfois par démontrer que derrière le littéralisme se cachent des appels explicites à la haine. Des actes illégaux, mais impossible à généraliser.

Ainsi, Atef Oueslati n'a jamais été confronté à ce type de procédure. Son nom est connu des services de renseignement, mais son prosélytisme est jusqu'ici passé entre les gouttes. Après la discussion au bord du golfe de la Napoule, ce jour d'hiver, il nous a d'ailleurs conduit sereinement à l'endroit où était née sa haine, ce takfir qu'il a longtemps porté en lui : une cité de l'arrière-pays, dite « la Zaïne », située sur les hauteurs de Vallauris (Alpes-Maritimes, 26 000 habitants), où il a grandi avec ses quatre frères et sœurs. Son père, tunisien, potier à la retraite, vit toujours dans ce bloc d'immeubles pâles. L'ombre des pins parasols y joue des coudes avec le bleu du ciel. Mais l'horizon est barré d'une colline sombre, fief de villas somptueuses, sorte de gardienne de la vue sur mer quand la plupart des habitants de la Zaïne n'ont toujours eu droit, eux, qu'à la seule proximité du cimetière.

C'est ici, à en croire Atef Oueslati, qu'a mûri son intérêt pour la « voie droite » de l'islam, ce que les salafistes appellent aussi le « chemin des pieux prédécesseurs ». Il en parle sans fard, avec son débit rapide, dans une sorte de novlangue enrichie de références coraniques. Son histoire, il le sait, est indissociable de celle de la Zaïne, cette cité réputée pour ses trafics où les jeunes ont toujours été pris en étau entre la délinquance et les sirènes des

excès des soirées cannoises. Les « généraux », comme Atef Oueslati désigne les agents du renseignement territorial (ex-RG), y verront une « justification trop facile de la haine », pour reprendre les mots de l'un d'eux. Mais ainsi est son itinéraire.

Au début des années 2000, chez Atef Oueslati, il y a d'abord la cité et ses affres. A la Zaïne comme dans d'autres zones urbaines, les émeutes sont en germe. Titulaire d'un CAP cuisine, il travaille depuis qu'il a 16 ans. « Jusqu'au jour où il y a eu un problème au HLM, raconte-t-il. Un voisin de palier a été arrêté. Les policiers ont frappé, il y a eu une émeute, j'étais parmi les manifestants. » Mis en examen pour « violences en réunion », il est placé en détention provisoire. A l'entendre, son basculement religieux date du jour du jugement. Il a 19 ans, et ses espoirs s'effondrent à l'annonce de sa condamnation : trois ans de prison ferme, dont un avec sursis. Alors qu'une pizzeria lui promettait un CDI, il doit y renoncer. « La justice m'a mis leader [auteur principal]. J'ai trouvé ça injuste, j'en voulais grave à l'Etat. »

Son engouement pour le Coran grandira désormais à la maison d'arrêt de Grasse. Toujours frondeur, il y organise ses premières « prières de groupe ». Trois fois il est changé de centre de détention pour cette raison, à chaque fois il récidive. « J'avais beaucoup de

takfir, de haine contre l'Etat », répète-il. En 2003, le voici à la prison de Luynes (Bouches-du-Rhône), où l'aumônier l'accompagne dans ce qu'il appelle sa « lecture » de la religion. En parallèle, il est marqué par les images de l'invasion de l'Irak par les troupes américaines et britanniques. « Puis un jour, un détenu m'a dit : "Je connais quelqu'un qui t'enlèvera toutes tes ambiguïtés quand tu sortiras." » L'homme en question est prêcheur à Fréjus, dans le Var ; le dimanche, il enseigne dans une mosquée de la ville, qui n'est pas encore tombée aux mains du Front national. « Je me suis alors mis en tête de devenir suffisamment savant pour débattre avec lui en sortant », poursuit Atef Oueslati.

PROSÉLYTISME DÉBRIDÉ

Pendant ce temps, une petite station locale de radio gagne en popularité au sein de la prison : Radio Gazelle. Comme nombre de détenus, Atef Oueslati l'écoute souvent. Le matin, à 8h30, elle diffuse des cours en arabe traduits en français. Les plus férus enregistrent les émissions sur cassettes, transmises ensuite de main en main. « Certaines sourates étaient très touchantes », assure-t-il. Parmi les prêcheurs de Radio Gazelle, El Hadi Doudi, un imam salafiste alors en pleine ascension, formateur de toute une génération et gar-

Génération salafiste

Cette branche controversée de l'islam a pris un essor important en France depuis une quinzaine d'années. Un de ses adeptes a accepté de raconter au « Monde » son parcours, de la cité à la prison, de ses prêches en ligne à sa vie d'autoentrepreneur

« LES RG SONT VENUS, ILS ONT DIT : "MAIS QU'EST-CE QUE C'EST ?" ON A RÉPONDU : "UNE MOSQUÉE" »

ATEF OUESLATI
imam salafiste



fisme français], mais ça les gênait. » S'ouvrent alors les années les plus débridées du prosélytisme d'Atef Oueslati.

Avec quelques tapis, des cagettes, une toile cirée blanche dressée sur des piquets métalliques, il parvient à monter, sur un parking attenant à la cité de la Zaine, une tente utilisée comme salle de prière. « Les RG sont venus, ils ont dit : "Mais qu'est-ce que c'est ?" On a répondu : "Une mosquée." » A l'époque, les initiatives de ce genre, sur le modèle des prières de rue, se multiplient tandis que Nicolas Sarkozy, à l'Élysée, droitise son discours dans la perspective de l'élection présidentielle de 2012. Dans l'esprit de nombreux fidèles, ces démarches provocatrices visent à alerter sur le manque de place dans les lieux de culte. En creux s'esquisse également un schisme religieux et générationnel qui ne dit pas encore son nom.

DES ADEPTES ENCOMBRANTS

Avec cette tente, Atef Oueslati se prend au jeu et prêche lui-même chaque vendredi. Auparavant, il lui est arrivé de remplacer de temps à autre un imam d'un village voisin ou celui de la « vieille » mosquée de Vallauris. Cette fois, c'est un vrai rendez-vous hebdomadaire. L'exercice lui plaît. Il n'a pas le vernis d'un séjour d'études au Moyen-Orient, mais maîtrise l'art déclamatoire. Sur YouTube, deux de ses interventions enflammées sont toujours en ligne – il a effacé les autres. « Si Allah t'a pris comme allié, il te sortira des ténèbres, de l'obscurité, du polythéisme, de la mécréance, du doute! (...) Les mécréants n'ont pas d'alliés! (...) Ils sont alliés au sheitan [diable], lance-t-il dans l'une de ces vidéos où la violence du propos s'appuie officiellement sur les citations de l'imam Ibn Al-Qayyim (1292-1350), considéré comme « un des gardiens des hadiths ».

Ces discours sans concession lui amènent vite une audience qui dépasse ses espérances. Des jeunes venus de Cannes, Nice, Grasse ou Cagnes-sur-Mer se pressent à « la tente ». Au grand dam de la mairie de Vallauris, ils sont parfois plus d'une centaine à se serrer sur le parking. A cette époque, Atef Oueslati se félicite même d'accueillir « des gens de Médine » pour des conférences. Des esprits tourmentés finissent cependant par se glisser dans le lot des fidèles. Tel un certain « James », à propos de qui Atef Oueslati concède qu'il doit « ouvrir une parenthèse » pour en parler. « James », de son vrai nom Jérémie Louis-Sidney, sera par là suite le leader de la cellule terroriste dite « de Cannes-Torcy », démantelée en 2012 après un attentat raté à la grenade contre une épicerie casher à Sarcelles (Val-d'Oise). Une organisation annonciatrice, par le profil de ses membres, du djihadisme des années suivantes.

Jérémie Louis-Sidney, ancien dealer, ex-rappeur amateur, est un jeune charismatique, capable d'entraîner dans son sillage un petit groupe de convertis, prêts à l'accompagner, le vendredi, à la tente. Tous seront condamnés pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle » en juin 2017, lors du procès de la « cellule de Cannes-Torcy ». Pour sa part, Atef Oueslati n'a jamais été inquiété par l'enquête judiciaire, et il prend bien soin de ne pas être assimilé aux membres de la cellule. Ainsi, à propos de Jérémie Louis-Sidney, il prévient : « Je lui apprenais l'arabe, on m'avait mis en garde contre cette tête pensante du djihad, et j'avais demandé à ce que l'on m'envoie les nouveaux fidèles afin qu'ils ne tombent pas avec lui dans le fléau du takfir. Quand il est mort [il a été abattu lors de son interpellation, en octobre 2012], j'ai dit que tous ceux qui suivraient sa voie risquaient de mourir pareil. »

Atef Oueslati sait qu'il est également possible de lui reprocher d'avoir compté parmi ses fidèles un certain Mehdi. « Un petit qui venait de Tunisie et avait du takfir, lâche-t-il prudemment. Je l'avais fait progresser dans ses prières. » En juillet 2013, alors qu'il n'a que 17 ans, l'adolescent part en pèlerinage à La Mecque dans le cadre d'un voyage organisé, mais s'échappe du groupe. Or, à son

retour, après quatre mois à « étudier le Coran pour devenir imam », selon son père entendu dans le cadre des investigations sur la « cellule Cannes-Torcy », son discours a changé. En janvier 2014, Mehdi rejoint son frère en Turquie, où ce dernier est déjà en partance pour les rangs de la future organisation Etat islamique (EI). Atef Oueslati assure qu'il a tout fait pour l'en dissuader. Sans succès : en novembre 2014, les deux frères meurent au front. La nouvelle fait le tour de Vallauris.

Comme tous les salafistes, Atef Oueslati refuse l'amalgame avec ceux communément appelés les « takfiris », qui considèrent les non-musulmans comme des apostats. Du Toulousain Mohamed Merah à Radouane Lakdim, l'auteur de la tuerie du supermarché de Trèbes (Aude), en avril, les experts de l'antiterrorisme ne comptent plus les djihadistes ayant été proches des milieux salafistes quiétistes (pacifistes). Mais pour ces derniers, qui ne se qualifient jamais comme tels, c'est un faux procès, et ils ont pour cela une démonstration exégétique. « Pour nous, pour faire le djihad, même si on rejette le politique, il faut l'autorisation d'un "gouverneur", et un gouverneur, c'est un chef de l'Etat qui contrôle les frontières, tente ainsi d'expliquer Atef Oueslati. Pour les takfiris, il n'y a pas besoin du feu vert des gouverneurs pour le djihad. » Même s'ils reconnaissent une réelle différence entre les deux courants, les services spécialisés jugent ces nuances trop ambiguës.

En 2014, un arrêté préfectoral finit par avoir raison de la tente-mosquée de Vallauris. Le couperet tombe à l'approche des élections municipales, après quatre ans de rapport de force avec la mairie pour obtenir un local en dur. Il faut dire que le contexte a changé : les départs en Syrie explosent – parfois plusieurs dizaines par semaine à l'échelle nationale –, et le ministère de l'intérieur s'inquiète. Ayant senti le vent du boulet, Atef Oueslati se souvient être allé jusqu'à démarcher de riches Saoudiens ayant leurs habitudes dans la région – la famille royale du royaume wahhabite est propriétaire d'un château à Vallauris : « Une Saoudienne était prête à nous aider, elle trouvait la situation inacceptable. On lui avait demandé 100 000 ou 150 000 euros. Mais on n'a pas trouvé de terrain. » Le financement saoudien part en réalité à un projet voisin, dans le quartier de la Bocca, à Cannes. La mosquée inaugurée la même année est soutenue par la municipalité : un bail emphytéotique est offert en échange de prêches plus « modérés ».

LE TEMPS DE LA DISCRETION

S'amorce ensuite une période de discrétion pour Atef Oueslati, comme pour nombre de pratiquants salafistes. Elle coïncide avec les attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan, en 2015. En raison de l'état d'urgence, les perquisitions administratives pleuvent chez tous ceux qui sont apparus, à un moment ou à un autre, sur les radars des services de renseignement. Et puis l'opprobre médiatique se fait plus forte. A Vallauris, Atef Oueslati et ses fidèles parviennent temporairement à se retrancher dans le local de 80 m² d'un vendeur de tapis. Mais les contrôles inopinés tombent : Urssaf, hygiène, etc. L'attentat de Nice (86 morts), en juillet 2016, achève le mouvement de repli dans la région. Il est moins sensible dans les cités endurcies de Paris, Lyon ou Toulouse. Mais partout les djellabas se font plus rares. Chez les femmes, le voile intégral est troqué pour le jilbab, moins couvrant. La fréquentation des mosquées, toutes obédiences confondues, baisse. « Les pères mettent la pression sur les fils par peur des lavages de cerveaux », regrette Atef Oueslati.

A l'instar de l'ensemble de la mouvance salafiste, il estime cependant qu'il ne faut pas s'y tromper : « Le takfir, on ne l'enlève pas avec SOS radicalisme. Les têtes dures, on les connaît. Les takfiris resteront des prédateurs pour les jeunes. Les Frères musulmans condamnent les attentats, mettent en garde contre le takfir, mais ils sont trop politiques, ils n'ont pas d'arguments détaillés. » Le salafisme comme rem-

part au terrorisme? La méthode a déjà été testée, par le passé, en Algérie, au Maroc ou en Arabie saoudite. Mais aux yeux du ministère de l'intérieur, elle est loin d'être éprouvée et demeure inadaptable en France. « Un cycle se ferme, un autre s'ouvre », préfère confirmer un spécialiste de la mouvance tout en observant, prudente, le tournant moderniste pris officiellement par le royaume wahhabite et sa puissante diplomatie religieuse depuis l'arrivée au pouvoir, à l'été 2017, du prince héritier Mohammed Ben Salman.

De fait, depuis peu, la guerre des valeurs s'est déplacée. Les imams salafistes sont moins sollicités. Autrefois, Atef Oueslati était perçu comme un pourvoyeur de fidèles. Aujourd'hui, les présidents de mosquée préfèrent s'épargner tout risque de fermeture administrative. Fini les clés laissées, le soir, à ces « jeunes » se prévalant de donner des cours dont ils ignorent tout. Le prosélytisme glisse de la mosquée vers la question de l'école. Il est appuyé par des appels à davantage d'enseignement confessionnel, le refus des cours de musique, voire la déscolarisation des enfants chez les plus rigoristes. Dans les quartiers les plus durs se développe aussi une contestation silencieuse de l'Etat perçeur. Même la fraude, le deal, deviennent teintés de religieux, légitimés par la rancœur contre l'Etat kouffar (laïc, donc non islamique). Mais là, les salafistes y voient une déformation de leur propos, le travail de sape des takfiristes.

« UNE SORTIE DE LABEL »

Les imams salafistes demeurent toutefois des intervenants prisés pour les cérémonies, des enterrements aux circoncisions en passant par les mariages. Pour les unions religieuses, ils sont même régulièrement conviés à jouer les entremetteurs. Exemple typique d'un de ces petits mots qui peut leur être glissé dans ce but : « Sœur sur le minhaj [chemin religieux] salafi, 34 ans, Française Algérienne, divorcée, deux enfants, porte le jilbab, cherche frère salafi polygame ou non qui veut faire la hijra [émigration] en Algérie de préférence. Maximum 42 ans. Parlant arabe et qui apprend sa din [religion]. » « J'aimerais quelqu'un dans la religion », disent, plus pudiques, les moins pratiquants souhaitant recourir à leurs services.

Par la force des choses, les adeptes de la salafiyya comme Atef Oueslati sont devenus omniprésents dans les pompes funèbres, le rabattage pour les agences de voyages organisant les pèlerinages, sans oublier le lucratif secteur du halal, de la production à la restauration : abattoirs, boucheries, sandwicheries, pizzerias, voire sushis et cuisine traditionnelle française désormais. « Il suffit qu'une adresse soit tenue par un "frère" et la clientèle suit. C'est une forme de label. Cela participe de la progression d'une sorte de classe sociale musulmane », explique un président de mosquée. Comme beaucoup d'observateurs, il n'est toutefois pas en mesure de prédire si cette ascension favorisera la diffusion des valeurs du salafisme ou si, au contraire, à long terme, elle en détournera cette génération ; si « l'effet de mode » – pour reprendre les termes d'un autre spécialiste – s'estompera ou pas, en dépit du renouvellement qui a toujours affecté la mouvance en raison de son rigorisme.

Après une moitié de sa vie passée à Vallauris, dont une bonne partie à la tête d'un kebab, Atef Oueslati a fini par déménager. En 2017, il a repris les rênes d'un snack situé à une rue de la mer et du vieux port de Cannes. Si le contexte l'a conduit à « moins fréquenter la mosquée », il n'a en rien renié ses convictions et continue de prêcher quand l'occasion se présente. Dans un autre genre, un des volontaires avec lesquels il prenait des cours auprès de l'imam salafiste de Fréjus est devenu avocat à Paris. Après le démantèlement de la tente, le parking de la Zaine a, quant à lui, été rendu aux carcasses de scooters incendiés, aux tags et aux trafics. Exactement comme il y a quinze ans, aux confins du cimetière et de la pinède. ■